

Économiser avec un régime public national d'assurance-médicaments



Des économies par rapport aux médicaments sur ordonnance

Avec un régime public national d'assurance-médicaments couvrant toutes les personnes, le Canada pourrait négocier des prix plus bas pour les médicaments sur ordonnance. Nous pourrions négocier avec les compagnies pharmaceutiques à partir d'une position ferme parce qu'il s'agirait de vendre des médicaments à l'ensemble de la population. En 2017, nous avons versé 30 milliards \$ pour les médicaments prescrits. Avec le pouvoir de négociation d'un seul régime public d'assurance-médicaments, nous pourrions économiser **5 MILLIARDS \$** par année.



Des économies pour les employeurs

Plusieurs employeurs offrent des régimes d'assurance-médicaments à leurs employés mais les prix des médicaments sur ordonnance augmentent et les avantages sociaux sont réduits. Avec un régime national d'assurance-médicaments couvrant toutes les personnes, les employeurs pourraient économiser, en moyenne, 750 \$ par année pour chaque travailleur. Cela représente un total de **16,6 MILLIARDS \$** par année, et ces dollars pourraient être utilisés pour investir dans l'entreprise et offrir de meilleurs salaires et avantages sociaux aux travailleurs.



Des économies pour la population canadienne

Au Canada, plusieurs personnes doivent maintenant payer de leur poche la totalité ou une partie du coût de leurs médicaments sur ordonnance. Avec un régime public national d'assurance-médicaments couvrant ces coûts, les ménages canadiens économiseraient, en moyenne, 350 \$ par année. Dans l'ensemble, les personnes du Canada économiseraient **6,4 MILLIARD \$** par année, une somme qui pourrait alors servir à acheter d'autres biens ou services.





Des économies par rapport aux frais médicaux et hospitaliers

Ne pas avoir les moyens de payer ses médicaments prescrits a de graves conséquences. Un quart des personnes ne pouvant payer leurs médicaments doivent se rendre chez leur médecin, à l'urgence ou doivent être hospitalisées. Si on éliminait les obstacles financiers aux médicaments prescrits pour seulement trois maladies (diabète, cardiopathies et maladies respiratoires chroniques), nous réduirions de 220 000 le nombre de visites à l'urgence et de 90 000 le nombre de séjour à l'hôpital à chaque année. Cela représente des économies de **1,2 MILLIARDS \$** par année pour seulement trois maladies.



Des économies comme dans les autres pays

Parmi 34 pays développés, le Canada paie davantage pour les médicaments sur ordonnance que tous ces pays, sauf deux. Les autres pays paient moins parce que leurs régimes nationaux d'assurance-médicaments peuvent négocier des prix plus bas avec les compagnies pharmaceutiques. Ils peuvent le faire parce qu'ils ont le pouvoir de décider quelles compagnies pharmaceutiques fourniront les médicaments sur ordonnance pour toute leur population. Le Canada pourrait aussi négocier des prix plus bas en ayant un seul régime public qui fournit les médicaments à toute la population.

Nous ne pouvons plus payer la couverture disparate actuelle

La population canadienne souffre parce que nous avons 110 000 régimes publics et privés d'assurance-médicaments. Par conséquent, nous ne pouvons négocier efficacement des prix à la baisse. Ainsi, les prix des médicaments ne cessent d'augmenter. Cette couverture disparate et dispendieuse ne nous fournit pas les médicaments dont nous avons besoin. Étonnamment, 59 % des personnes qui ne peuvent payer leurs médicaments prescrits sont, en fait, couvertes par un régime privé ou public. Or, ces régimes sont insuffisants et les personnes n'ont pas les moyens de payer leur quote-part. Ajouter d'autres régimes pour essayer de « boucher les trous » ne pourra pas ralentir la rapide escalade des coûts des médicaments sur ordonnance ni offrir une couverture adéquate des médicaments.

Seul un régime public national d'assurance-médicaments sera à l'avantage de toute la population canadienne et permettra d'économiser

*Toutes les sommes en chiffre sont tirées d'un rapport du Gouvernement du Canada : Une ordonnance pour le Canada : l'assurance-médicaments pour tous, juin 2019.